



Conditions générales de vente

■ **Désignation** L'Atelier Bonvalot représenté par Elisabeth BONVALOT est un organisme de formation professionnelle spécialisé dans l'apprentissage de la sculpture céramique.

Son siège social est établi au 3, rue d'Italie – 75013 Paris.

N°SIRET : 413 375 486 00037 NAF : 8552Z N° FORMATEUR : 11754823175

L'Atelier BONVALOT conçoit, élabore et dispense des formations interentreprises et intra-entreprises, à Paris, seul.

Dans les paragraphes qui suivent, il est convenu de désigner par :

- **client** : toute personne physique ou morale qui s'inscrit ou passe commande d'une formation auprès de l'Atelier BONVALOT .
- **stagiaire** : la personne physique qui participe à une formation.
- **formations interentreprises** : les formations inscrites au catalogue de l' Atelier BONVALOT et qui regroupent des stagiaires issues de différentes structures.
- **formations intra-entreprises** : les formations conçues sur mesure pour le compte d'un client ou d'un groupe de clients.
- **CGV** : les conditions générales de vente, détaillées ci-dessous.
- **OPCO** : opérateurs de compétences anciennement , organismes paritaires collecteurs agréés chargés de collecter et gérer l'effort de formation des entreprises.

■ **Objet** Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à l'ensemble des prestations de formation engagées par l' Atelier BONVALOT pour le compte d'un **Client**. Le fait de s'inscrire ou de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du **Client** aux présentes conditions générales de vente. Les présentes conditions générales de vente prévalent sur tout autre document du **Client**, et en particulier sur toutes les conditions générales d'achat du **Client**.

■ **Conditions financières, règlements et modalités de paiement** Tous les prix sont indiqués en euros hors taxes. Ils ne sont pas assujettis à la TVA .

Le règlement du prix de la formation est à effectuer à l'issue de la formation, à réception de facture, au comptant, sans escompte à l'ordre de l'Elisabeth BONVALOT. En cas de parcours long, des facturations intermédiaires peuvent être engagées.

Toute somme non payée à échéance entraîne de plein droit et sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal.

L'Atelier BONVALOT aura la faculté d'obtenir le règlement par voie contentieuse aux frais du **Client** sans préjudice des autres dommages et intérêts qui pourraient être dus.

En cas de règlement par l'**OPCO** dont dépend le **Client**, il appartient au **Client** d'effectuer sa demande de prise en charge avant le début de la formation. L'accord de financement doit être communiqué au moment de l'inscription et sur l'exemplaire du devis que le **Client** retourne dûment renseigné, daté, tamponné, signé et revêtu de la mention « Bon pour accord » à l'Atelier **BONVALOT**. En cas de prise en charge partielle par l'**OPCO**, la différence sera directement facturée par l' Atelier BONVALOT au **Client**. Si l'accord de prise en charge du **Client** ne parvient pas à l' Atelier BONVALOT au plus tard un jour ouvrable avant le démarrage de la formation, l' Atelier BONVALOT se réserve la possibilité de refuser l'entrée en formation du **Stagiaire**;

Dans des situations exceptionnelles, il peut être procédé à un paiement échelonné. En tout état de cause, ses modalités devront avoir été formalisées avant le démarrage de la formation.

■ **Débit et remplacement d'un participant** En cas de débit signifié par le **Client** à

l'**Atelier BONVALOT** au moins 7 jours avant le démarrage de la formation, l'**Atelier BONVALOT** offre au **Client** la possibilité :

- de repousser l'inscription du **Stagiaire** à une formation ultérieure, dûment programmée au catalogue de l'**Atelier BONVALOT**, et après accord éventuel de l'**OPCO**,
- de remplacer le **Stagiaire** empêché par un autre participant ayant le même profil et les mêmes besoins en formation, sous réserve de l'accord éventuel de l'**OPCO**. Cette dernière possibilité ne peut s'appliquer aux personnes intermittentes du spectacle.

■ **Annulation, absence ou interruption d'une formation** Tout module commencé est du dans son intégralité et fera l'objet d'une facturation au **Client** par l'**Atelier BONVALOT**. En cas d'absence, d'interruption ou d'annulation, la facturation de l'**Atelier BONVALOT** distinguera le prix correspondant aux journées effectivement suivies par le **Stagiaire** et les sommes dues au titre des absences ou de l'interruption de la formation. Il est rappelé que les sommes dues par le **Client** à ce titre ne peuvent être imputées par le **Client** sur son obligation de participer à la formation professionnelle continue ni faire l'objet d'une demande de prise en charge par un **OPCO**.

Dans cette hypothèse, le **Client** s'engage à régler les sommes qui resteraient à sa charge directement à l'**Atelier BONVALOT**.

D'autre part, en cas d'annulation de la formation par le **Client**, l'**Atelier BONVALOT** se réserve le droit de facturer au **Client** des frais d'annulation calculés comme suit :

- si l'annulation intervient plus de 15 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : aucun frais d'annulation
- si l'annulation intervient entre 15 jours et 7 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : les frais d'annulation sont égaux à 50% du prix H.T. de la formation
- si l'annulation intervient moins de 7 jours ouvrables avant le démarrage de la formation : les frais d'annulation sont égaux à 100 % du prix H.T. de la formation

■ **Horaires et accueil** Sauf indication contraire portée sur la fiche de présentation de la formation et la convocation, la durée quotidienne des formations est fixée à six heures. Sauf indication contraire portée sur la convocation, à Paris, les formations se déroulent de du mardi au vendredi 10h à 13h00 et de 14h30 à 17h30, le samedi de 9h30 à 12h30, avec une pause en milieu de chaque demi-journée. Les locaux de l'**Atelier BONVALOT** accueillent les **Stagiaires** de 10 h à 17h30 la semaine et de 9h30 à 12h30 le samedi.

■ **Effectif et ajournement** Pour favoriser les meilleures conditions d'apprentissage, l'effectif de chaque formation est limité. Cet effectif est déterminé, pour chaque formation, en fonction des objectifs et des méthodes pédagogiques. Les inscriptions sont prises en compte dans leur ordre d'arrivée. L'émission d'un devis ne tient pas lieu d'inscription. Seuls les devis dûment renseignés, datés, tamponnés, signés et revêtus de la mention « Bon pour accord », retournés à l'**Atelier BONVALOT** ont valeur contractuelle. Une fois l'effectif atteint, les inscriptions sont closes. L'**Atelier BONVALOT** peut alors proposer au **Stagiaire** de participer à une nouvelle session ou de figurer sur une liste d'attente. Dans le cas où le nombre de participants serait insuffisant pour assurer le bon déroulement d'une formation, l'**Atelier BONVALOT** se réserve la possibilité d'ajourner la formation au plus tard une semaine avant la date prévue et ce sans indemnités.

■ **Devis et attestation** Pour chaque action de formation, un devis est adressé en trois exemplaires par l'**Atelier BONVALOT** au **Client**. Deux exemplaires dûment renseignés, datés, tamponnés, signés et revêtus de la mention « Bon pour accord » doivent être retournés à l'**Atelier BONVALOT** par tout moyen à la convenance du **Client** : courrier postal, télécopie, mail. Le cas échéant une convention particulière peut être établie entre l'**Atelier BONVALOT**, l'**OPCO** ou le **Client**.

A l'issue de la formation, l' **Atelier BONVALOT** remet un certificat de formation ainsi qu'un bilan de fin de formation au **Stagiaire**. Dans le cas d'une prise en charge partielle ou totale par un **OPCO**,

l' **Atelier BONVALOT** fait parvenir au **client** financeur une facture accompagnée d'une attestation de présence ou de suivi .

■ **Obligations et force majeure** Dans le cadre de ses prestations de formation,

l' **Atelier BONVALOT** est tenu à une obligation de moyen et non de résultat vis-à-vis de ses **Clients** ou de ses **Stagiaires**. L' **Atelier BONVALOT** ne pourra être tenue responsable à l'égard de ses **Clients** ou de ses **Stagiaires** en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un évènement fortuit ou de force majeure. Sont ici considérés comme cas fortuit ou de force majeure, outre ceux habituellement reconnus par la jurisprudence : la maladie ou l'accident d'un intervenant ou d'un responsable pédagogique, les grèves ou conflits sociaux externes à l'**Atelier BONVALOT**, les désastres naturels, les incendies, l'interruption des télécommunications, de l'approvisionnement en énergie, ou des transports de tout type, ou toute autre circonstance échappant au contrôle raisonnable de l'**Atelier BONVALOT** .

■ **Propriété intellectuelle et copyright** L'ensemble des fiches de présentation, contenus et supports pédagogiques quelle qu'en soit la forme (papier, électronique, numérique, orale...) utilisés par l' **Atelier BONVALOT** pour assurer les formations ou remis aux **Stagiaires** constituent des œuvres originales et à ce titre sont protégées par la propriété intellectuelle et le copyright. A ce titre, le **Client** et le **Stagiaire** s'interdisent d'utiliser, transmettre, reproduire, exploiter ou transformer tout ou partie de ces documents, sans un accord exprès de l'**Atelier BONVALOT** . Cette interdiction porte, en particulier, sur toute utilisation faite par le **Client** et le **Stagiaire** en vue de l'organisation ou l'animation de formations.

■ **Descriptif et programme des formations** Les contenus des programmes, tels qu'ils figurent sur les fiches de présentation des formations sont fournis à titre indicatif. L'intervenant ou le responsable pédagogique se réservent le droit de les modifier en fonction de l'actualité, du niveau des participants ou de la dynamique du groupe.

■ **Confidentialité et communication** L'**Atelier BONVALOT**, le **Client** et le **Stagiaire** s'engagent à garder confidentiels les documents et les informations auxquels ils pourraient avoir accès au cours de la prestation de formation ou à l'occasion des échanges intervenus antérieurement à l'inscription, notamment l'ensemble des éléments figurant dans la proposition transmise par l' **Atelier BONVALOT** au **Client**. L' **Atelier BONVALOT** s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les partenaires avec lesquels sont organisées les formations et aux **OPCO**, les informations transmises par le **Client** y compris les informations concernant les **Stagiaires**.

Cependant, le **Client** accepte d'être cité par l' **Atelier BONVALOT** comme client de ses formations. A cet effet, le **Client** autorise l' **Atelier BONVALOT** à mentionner son nom ainsi qu'une description objective de la nature des prestations dans ses listes de références et propositions à l'attention de ses prospects et de sa clientèle, entretiens avec des tiers, rapports d'activité, ainsi qu'en cas de dispositions légales, réglementaires ou comptables l'exigeant.

■ **Protection et accès aux informations à caractère personnel** Le **Client** s'engage à informer chaque **Stagiaire** que :

- des données à caractère personnel le concernant sont collectées et traitées aux fins de suivi de la validation de la formation et d'amélioration de l'offre de l' **Atelier BONVALOT**

- conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, le **Stagiaire** dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification des données à caractère personnel le concernant.

En particulier, l'**Atelier BONVALOT** conservera les données liées au parcours et à l'évaluation des acquis du **Stagiaire**, pour une période indéterminée.

Enfin, l' **Atelier BONVALOT** s'engage à demander une autorisation à l'issue des exercices pour toute image qui y aurait été prise par tout moyen vidéo lors de travaux pratiques ou de simulations à des fins de communication pédagogique.

■ **Droit applicable et juridiction compétente** Les conditions générales détaillées dans le présent document sont régies par le droit français. En cas de litige survenant entre le **Client** et l' **Atelier BONVALOT** à l'occasion de l'interprétation des présentes ou de l'exécution du contrat, il sera recherché une solution à l'amiable. A défaut, les Tribunaux de Paris seront seuls compétents pour régler le litige.